

Votation populaire fédéral du 14 juin 2026

La Suisse déborde de partout

L'«initiative pour la durabilité» vise à limiter l'immigration, mais la quasi-totalité des partis et des associations s'y opposent

par Michael Straumann*



Michael Straumann.
(Photo mad)

La Suisse déborde de partout. Les loyers atteignent des niveaux records, les trains sont bondés, les embouteillages s'allongent. En de nombreux endroits, le pays atteint ses limites de capacité. Ainsi, les loyers à Zurich – tant en ville qu'au niveau cantonal – ont récemment atteint un niveau

record.¹ Les loyers proposés ont augmenté de 21% dans le canton au cours des 25 dernières années, et même de 44% en ville.

Même dans les transports publics, enviés par toute l'Europe, des goulets d'étranglement apparaissent de plus en plus souvent. C'est notamment sur les lignes très fréquentées, comme celle reliant Zurich à Berne, que les places se font rares. Selon les prévisions, les places debout pourraient devenir la norme sur de nombreuses liaisons à l'avenir. Pour faire face à l'augmentation du nombre de passagers, les Chemins de fer fédéraux suisses² prévoient d'augmenter la capacité en places assises d'environ 20% d'ici 2040 et de renforcer la fréquence des trains à une cadence de 30 ou 15 minutes dans de nombreuses régions. Environ 30 milliards de francs devraient être débloqués par le Trésor public à cette fin.

Les embouteillages sont un sujet récurrent et une source de grande frustration pour de nombreux Suisses. Selon l'*Office fédéral de la statistique* (OFS), la charge des embouteillages sur le réseau routier national a augmenté de 14% en 2024 par rapport à l'année précédente – au total, 55 569 heures d'embouteillage ont été enregistrées.³ La cause principale est l'augmentation du trafic, qui a progressé de 15%. Il ne faut pas



Paysage encore préservé de l'urbanisation en Suisse orientale. Pour combien de temps encore? (Photo mt)

sous-estimer le préjudice économique que cela représente. Bien qu'il n'y ait pas de chiffres récents, les pertes de temps d'environ 73 millions d'heures de conduite ont déjà coûté quelque trois milliards de francs en 2019, comme le montrent les calculs de l'OFS.

La libre circulation des personnes – une vache sacrée

Toutes ces évolutions renvoient à un problème central auquel la Suisse est confrontée depuis longtemps: l'immigration – pour certains, même la «mère de tous les problèmes». Aujourd'hui, plus de neuf millions de personnes vivent dans le pays. Bien que le taux de natalité, à 1,33 enfant par femme, soit nettement inférieur au seuil de renouvellement des générations de 2,1, la population croît rapidement. Entre 2000 et 2024, elle est passée de 7,2 à plus de 9 millions – soit une augmentation d'environ 25%.⁴ En comparaison européenne, la Suisse figure ainsi parmi les pays affichant la plus forte croissance démographique⁵ – juste derrière le Luxembourg et l'Irlande.

Avant les années 2000, la croissance était nettement plus modérée. Entre 1970 et 2000, la population suisse n'a augmenté que d'environ un million de personnes. D'où vient donc cette hausse marquée à partir des années 2000? Pour

* Michael Straumann, né en 1998, est rédacteur pour le magazine «Schweizer Monat» et étudie les sciences politiques à l'Université de Zurich. Il est l'éditeur de «StrauMedia».

répondre à cette question, il suffit de se pencher sur l'*Accord sur la libre circulation des personnes* (ALCP),⁶ que la Suisse a conclu avec l'Union européenne en 1999. Cet accord permet aux citoyens des deux parties de circuler librement sur le territoire de l'autre, d'y vivre et d'y travailler. Les citoyens de l'UE peuvent résider et travailler en Suisse (tout comme les Suisses dans l'UE), à condition de disposer d'un emploi ou de moyens financiers suffisants. La libre circulation des personnes est en vigueur depuis 2002.

Au cours des deux dernières décennies, la majorité des immigrants arrivés en Suisse provenaient des Etats membres de l'UE. Les citoyens de l'UE représentent environ deux millions de personnes, soit environ 63% de l'ensemble des immigrants. La libre circulation des personnes s'avère ainsi être un moteur central de l'immigration et de la forte croissance démographique de ces dernières années.

Par ailleurs, seule une petite partie du territoire suisse est habitable. Environ 32% sont couverts de forêts et de bosquets, 35% de terres agricoles et 25% de surfaces improductives telles que rochers, éboulis, cours d'eau ou glaciers. Seuls 8% constituent des zones urbanisées.⁷

Si la population continue de croître, il ne restera finalement qu'un seul choix: soit on construit de manière plus dense, soit la zone urbanisée s'étend au détriment des espaces naturels, culturels et agricoles. Le problème: une fois construites, les surfaces ne peuvent pratiquement plus être récupérées. Elles sont généralement imperméabilisées de manière permanente, et leur renaturation est coûteuse et prend des décennies. Toute extension de la zone urbanisée doit donc être mûrement réfléchie.

Les bénéficiaires de l'immigration

Bien que l'immigration en provenance de l'UE se poursuive sans relâche, elle est considérée comme une vache sacrée par les décideurs politiques, les grands groupes et les organisations faitières de notre pays. Cette évolution est notamment justifiée par le fait que la libre circulation des personnes atténuerait la pénurie de main-d'œuvre qualifiée en Suisse. Les économistes *Reiner Eichenberger* et *Fabian Kuhn*, de l'Université de Fribourg, remettent toutefois cette hypothèse en question.⁸

Après deux décennies de libre circulation des personnes, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée aurait dû être résolue depuis longtemps. Au lieu

de cela, l'immigration renforce les besoins: une population croissante augmente la demande de logements, de biens et de services. Cette demande supplémentaire doit à son tour être couverte par davantage de main-d'œuvre qualifiée – un cercle vicieux.

On peut également se demander si la libre circulation des personnes augmente réellement la prospérité de l'ensemble de la population suisse. Ce sont plutôt les politiciens de la Berne fédérale, les grandes entreprises et les associations qui en profitent – mais pas le citoyen lambda. Eichenberger et Kuhn parlent dans ce contexte de «coûts de remplissage» – les conséquences de la croissance pour la population dans son ensemble. Pour eux, les coûts augmentent en raison de la pénurie de terrains et d'infrastructures. Les loyers augmentent, malgré une construction continue.

Récemment, la société de conseil immobilier *Wüest Partner* a montré dans son *Immo-Monitoring*⁹ l'influence de l'immigration sur le marché immobilier suisse. Une croissance démographique de 1% renchérit les maisons individuelles de 0,88% et les appartements en copropriété de 1,37%. Un effet clair se fait également sentir sur les loyers: une augmentation de la population de 1% entraîne une hausse des loyers proposés d'environ 1%. L'immigration augmente ainsi sensiblement la demande de logements locatifs et de logements en propriété.

L'introduction de la libre circulation des personnes et, par conséquent, l'augmentation de l'immigration ont certes été accompagnées d'une croissance du *Produit intérieur brut* (PIB) de la Suisse, mais cela n'a aucune incidence sur la qualité de vie et la prospérité de chaque citoyen. C'est le produit intérieur brut par habitant qui est déterminant. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, le PIB par habitant en Suisse n'a augmenté que de façon marginale.¹⁰ Si l'on exclut les frontaliers, la croissance entre 2007 et 2023 n'est que de 0,39%. A titre de comparaison, elle s'élevait à 0,64% dans l'UE au cours de la même période.

Concluons: la libre circulation des personnes et l'immigration nette persistante, qui s'élevait l'année dernière à environ 75 000 personnes,¹¹ ne contribuent pas de manière significative à la prospérité locale.

Le péché originel de la démocratie suisse

En Suisse, plusieurs initiatives ont déjà été lancées pour limiter l'immigration. La plus mar-

quante est l'«Initiative contre l'immigration de masse».¹² Cette initiative populaire demandait de réguler l'immigration par des plafonds annuels et des quotas – en fonction des intérêts économiques généraux de la Suisse. Elle exigeait également l'adaptation des traités internationaux contraires, en particulier les accords bilatéraux avec l'UE qui prévoient la libre circulation des personnes.

Le peuple a accepté le projet à 50,3%. Le Parlement disposait alors de cinq ans pour le mettre en œuvre. Mais les mesures qui auraient pu réellement freiner la croissance démographique ont été largement vidées de leur substance dans la loi correspondante. A la place, une solution a été élaborée qui visait avant tout à ne pas compromettre les relations avec l'UE. Il n'y a pas eu de grande protestation contre la non-mise en œuvre de facto de l'initiative contre l'immigration de masse – pas même de la part de l'*Union démocratique du centre*. En 2020, l'UDC a certes lancé l'«Initiative de limitation» comme deuxième tentative¹³ – mais celle-ci a été rejetée par le peuple à 61,7%.

L'exemple de l'*Initiative contre l'immigration de masse* montre, tout comme la Loi sur l'identité électronique,¹³ un schéma récurrent dans la politique suisse: il existe certaines vaches sacrées qui ne doivent pas être «abattues». Parmi celles-ci figurent l'immigration de masse effrénée ainsi que l'introduction d'une identité numérique. La volonté du peuple est ainsi tacitement contournée. Si une décision s'avère «indésirable», sa mise en œuvre est édulcorée – ou le projet est présenté à nouveau sous une forme légèrement modifiée, jusqu'à ce que le résultat convienne. C'est ainsi que la démocratie directe se réduit à une simple tradition – et que l'éloignement entre les citoyens et la politique s'accroît. *David Dürri*, professeur de droit à l'Université de Zurich, n'avait pas tort lorsqu'il a qualifié de manière provocante la démocratie suisse d'«opéra national» dans l'un de ses livres il y a quelques années.¹⁴

L'initiative pour la durabilité

Le 14 juin, la Suisse se prononcera à nouveau sur une initiative populaire visant à endiguer l'immigration massive. Il s'agit de l'initiative «Non à une Suisse à 10 millions d'habitants». Cette «Initiative pour la durabilité» exige¹⁵ que la population résidente permanente – c'est-à-dire tous les citoyens suisses ayant leur domicile principal en Suisse ainsi que les ressortissants étrangers ti-

tulaires d'un titre de séjour d'au moins douze mois ou d'une durée de séjour équivalente – ne dépasse pas la barre des dix millions d'ici 2050. Pour replacer les choses dans leur contexte: fin septembre 2025, la Suisse comptait 9,1 millions d'habitants. Selon un scénario de référence de l'Office fédéral de la statistique, la population résidente permanente devrait atteindre dix millions d'ici 2040 et 10,5 millions d'ici 2055.

Dès que la population atteindra 9,5 millions d'habitants, le Conseil fédéral et le Parlement devront prendre des mesures, notamment dans le domaine de l'asile et du regroupement familial. L'initiative prévoit que les personnes admises à titre provisoire ne puissent plus obtenir d'autorisation d'établissement ni être naturalisées; le regroupement familial serait également restreint.

Les traités internationaux qui alimentent la croissance démographique doivent être renégociés en ce qui concerne les clauses d'exception ou de sauvegarde. Si ces mesures ne suffisent pas, l'initiative pour la durabilité prévoit, en dernier recours, la dénonciation de l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE.

Ce qu'en disent les opposants à l'initiative

L'UDC, qui a lancé l'initiative et en est le principal promoteur, se retrouve politiquement largement isolée. Une large alliance s'oppose à l'«Initiative pour la durabilité», composée de partis tels que le PLR, le Centre, les sociaux-démocrates, les Verts libéraux et le Parti évangélique, ainsi que d'associations économiques et de syndicats.

Le camp bourgeois du «non» qualifie le projet d'«initiative néfaste et chaotique»¹⁶ qui mettrait en péril les emplois et la prévoyance vieillesse en Suisse. Sans immigration ciblée, on risque en outre d'assister à un effondrement des services, notamment dans les soins, l'artisanat et d'autres secteurs à forte intensité de main-d'œuvre. La construction, le tourisme et l'agriculture dépendent fortement de la main-d'œuvre étrangère.

De plus, ce camp met en garde contre les conséquences d'une dénonciation de la libre circulation des personnes: cela déclencherait la clause «guillotine».¹⁷ Cette clause fait partie des «Accords bilatéraux I», le premier paquet d'accords entre la Suisse et l'UE (1999), dans lequel des accords ont été négociés dans les domaines des transports, du commerce et de la libre circulation des personnes. Elle stipule que si la Suisse dénonce l'un de ces accords, tous les autres traités deviennent automatiquement caducs.

Le camp de gauche met également en garde contre des risques considérables pour les travailleurs et le marché du travail. On craint un affaiblissement des droits des travailleurs, une baisse des salaires et une aggravation de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Dans ces milieux, l'initiative pour la durabilité est considérée comme une atteinte à la paix sociale en Suisse. Le Conseil fédéral recommande également de voter «non». Il abonde dans le sens du camp bourgeois opposé à l'initiative et met en garde contre une dénonciation de l'Accord sur la libre circulation des personnes, qui pèserait sur les relations avec l'UE et créerait une incertitude supplémentaire.

Ce qu'en disent les partisans de l'initiative

Face au reproche selon lequel l'initiative pour la durabilité sème le chaos, les initiants rétorquent que le chaos règne déjà aujourd'hui¹⁸ – et ce, en raison d'une immigration démesurée et incontrôlée. Cela se traduirait par une explosion des loyers, des routes encombrées, des trains bondés, une hausse des primes d'assurance maladie et une criminalité croissante. Face aux avertissements concernant un effondrement des services publics et une aggravation de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, ils rétorquent que l'immigration effrénée ne résout pas le problème, mais l'aggrave. L'immigration en attire d'autres¹⁹ et renforce ainsi la pression sur les infrastructures et le marché du travail.

Les initiants rejettent également les critiques venant du camp de gauche. Ce n'est pas l'initiative pour la durabilité, mais la migration persistante qui fait baisser les salaires. Les travailleurs étrangers effectuent souvent le même travail pour des salaires plus bas, ce qui accroît la pression sur les travailleurs indigènes. De plus, l'affirmation selon laquelle la majeure partie de l'immigration serait constituée de migration de main-d'œuvre est trompeuse: en réalité, sa part s'élèverait au maximum à environ 54%, tandis qu'une part considérable résulterait du regroupement familial et de l'asile.

Face à la mise en garde du Conseil fédéral et du camp bourgeois opposé à l'initiative contre une résiliation de l'Accord sur la libre circulation des personnes, les initiateurs renvoient au mécanisme progressif du projet. Celui-ci n'exige pas une résiliation immédiate de l'Accord, mais oblige d'abord le Conseil fédéral à prendre des mesures efficaces sur le territoire national

lorsque la population atteindra 9,5 millions d'habitants – en particulier dans le domaine de l'asile et du regroupement familial. Si les responsables politiques parviennent à limiter ainsi l'immigration, une résiliation des accords avec l'UE ne sera pas nécessaire.

La campagne référendaire ne sera pas une formalité

Les sondages actuels indiquent un coude à coude. Selon une enquête commandée par le groupe de médias *Tamedia* et le journal *20 Minutes*, 45% des personnes interrogées se prononcent en faveur du projet, 47% s'y opposent et 8% restent indécis.²⁰ La division de la base du PLR est particulièrement frappante: 42% soutiennent l'initiative. Un sondage de l'Institut de recherche Sotomo dresse un tableau similaire, avec 48% de soutien et 45% d'opposition.²¹ Le fait que les résultats soient aussi équilibrés, alors que pratiquement tous les grands partis et associations rejettent l'initiative, en dit long. Cela montre qu'il y a un bouillonnement perceptible au sein de la population suisse – et que le statu quo en matière de migration n'est plus une option pour beaucoup.

Dans le même temps, un regard sur les derniers scrutins invite à la prudence: le camp de l'UDC a essuyé un fiasco avec sa campagne sur l'initiative contre la SSR. En octobre encore, les sondages laissaient présager une acceptation de l'initiative – mais en mars, 62% des électeurs ont rejeté la réduction de moitié des redevances audiovisuelles.²² La campagne sur l'Initiative pour la durabilité ne devrait donc pas être une partie de plaisir. Et même en cas de «oui», la question reste ouverte de savoir dans quelle mesure le Conseil fédéral et le Parlement mettraient en œuvre le projet, comme on a déjà pu le constater avec l'Initiative contre l'immigration de masse. Une chose est sûre: plus le vote de juin sera clair, plus il sera difficile pour la Berne fédérale de contourner la volonté populaire.

Source: <https://www.straumedien.ch/p/das-boot-ist-voll>, 13 avril 2026

(Traduction «Point de vue Suisse»)

(Cet article a également été publié sous forme de chronique sur le portail de la «Freie Akademie für Medien&Journalismus», édité par le professeur Michael Meyen, spécialiste des médias, et Antje Meyen, journaliste diplômée.)

¹ https://www.20min.ch/story/zueroch-mietpreise-in-stadt-und-kanton-waren-noch-nie-so-hoch-wie-jetzt-103442297?utm_source=substack&utm_medium=email

- ² https://www.blick.ch/wirtschaft/sbb-praesidentin-zu-ueberfuellten-zuegen-werden-aus-s-bald-steh-bahnen-frau-ribar-id20654930.html?utm_source=substack&utm_medium=email
- ³ https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/mobilitaet-verkehr/verkehrsinfrastruktur-fahrzeuge/schweiz-strassenverkehrszaehlung/stau.html?utm_source=substack&utm_medium=email
- ⁴ https://www.bfs.admin.ch/asset/de/348-2400?utm_source=substack&utm_medium=email
- ⁵ https://www.nzz.ch/pro/bevoelkerungswachstum-in-europa-so-steht-die-schweiz-im-vergleich-da-ld.1772856?utm_source=substack&utm_medium=email
- ⁶ https://www.sem.admin.ch/sem/de/home/themen/fza_schweiz-eu-efta.html?utm_source=substack&utm_medium=email
- ⁷ https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/raum-umwelt/bodennutzung-bedeckung.assetdetail.19365043.html?utm_source=substack&utm_medium=email
- ⁸ https://schweizermonat.ch/die-personenfreizuegigkeit-ist-nicht-liberal-sondern-sozialistisch-und-senkt-unsere-lebensqualitaet/?utm_source=substack&utm_medium=email
- ⁹ https://www.blick.ch/wirtschaft/75000-zusaetzliche-arbeitskraefte-pro-jahr-so-stark-laesst-die-zuwanderung-die-schweizer-haeuserpreise-steigen-id21106684.html?utm_source=substack&utm_medium=email
- ¹⁰ https://www.20min.ch/story/reiner-eichenberger-die-schweiz-muss-aus-dem-tiefschlaf-aufwachen-103525157?utm_source=substack&utm_medium=email
- ¹¹ https://www.sem.admin.ch/sem/de/home/publiservice/statistik/auslaenderstatistik/monitor.html?utm_source=substack&utm_medium=email
- ¹² https://www.bk.admin.ch/ch/d/pore/vi/vis413t.html?utm_source=substack&utm_medium=email
- ¹³ https://www.freie-medienakademie.de/medien-plus/der-ignorierte-volkswille?utm_source=substack&utm_medium=email
- ¹⁴ https://www.staatsoper.ch/?utm_source=substack&utm_medium=email
- ¹⁵ https://nachhaltigkeitsinitiative.ch/initiative/?utm_source=substack&utm_medium=email
- ¹⁶ https://www.nau.ch/politik/bundeshaus/das-wichtigste-in-kurze-zur-initiative-keine-10-millionen-schweiz-67110947?utm_source=substack&utm_medium=email
- ¹⁷ https://web.archive.org/web/20140225225545/http://www.vimentis.ch/d/lexikon/238/Guillotine+Klausel.html?utm_source=substack&utm_medium=email
- ¹⁸ https://www.svp.ch/aktuell/publikationen/editorials/nachhaltigkeits-initiative-die-horrormaerchen-der-gegner/?utm_source=substack&utm_medium=email
- ¹⁹ https://www.svp.ch/aktuell/partezeitung/2026-2/svp-klartext-februar-2026/was-die-gegner-der-nachhaltigkeits-initiative-keine-10-millionen-schweiz-behaupten-richtig-ist/?utm_source=substack&utm_medium=email
- ²⁰ https://www.blick.ch/politik/abstimmungskrimi-bahnt-sich-an-gegner-der-10-millionen-initiative-haben-knapp-die-nase-vorn-id21789514.html?utm_source=substack&utm_medium=email
- ²¹ https://sotomo.ch/site/projekte/kampagnenbefragung-10-millionen-schweiz/?utm_source=substack&utm_medium=email
- ²² https://www.admin.ch/de/srg-initiative?utm_source=substack&utm_medium=email